

## ECLPN\_175

## Plaqueuse de chants

## Spécifications administratives et techniques

## Sommaire

Article 1: Objet du marché public.....	1
Article 2: Cadre juridique.....	2
Article 3: Durée et étendue.....	2
Article 4: Documents contractuels.....	2
Article 5: Conditions générales d'exécution.....	2
Article 6: Prix.....	4
Article 7: Commandes.....	5
Article 8: Livraison.....	5
Article 9: Garantie.....	6
Article 10: Maintenance préventive.....	6
Article 11: Maintenance corrective.....	7
Article 12: Pénalités pour retard.....	7
Article 13: Règlement financier.....	7
Article 14: Clause de réexamen.....	8
Article 15: Litiges.....	8
Article 16: Résiliation.....	9
Article 17: Dérogation aux documents généraux.....	10
Article 18: Description du produit.....	10

## Clauses administratives

**Article 1: Objet du marché public**

Le présent marché a pour objet l'achat d'une machine plaqueuse de chants pour des pièces de bois et dérivé de bois destinées à l'aménagement de véhicule des forces de sécurité intérieure équipés par l'Atelier Central Automobile (ACA) de l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN).

Cet équipement doit permettre d'absorber un volume de production important généré par deux centres d'usinage.

Le présent marché comprend la livraison de la plaqueuse de chants, son installation, la réception technique, la formation du personnel à son utilisation, une prestation de garantie avec assistance technique et des prestations de maintenance avec assistance.

**Article 2: Cadre juridique**

Le marché est passé suivant la procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 alinéa 1 et R. 2123-1 alinéa 1 du Code de la commande publique dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats, de liberté d'accès et de transparence des procédures.

Il répond également aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) du 30 mars 2021.

**Article 3: Durée et étendue**

La durée d'exécution équivaut au délai de fabrication, livraison et installation mentionné par le titulaire dans l'annexe à l'acte d'engagement. Les prestations de maintenance quant à elles sont conclues pour une durée maximum de 48 mois.

Le marché est attribué à un seul opérateur économique. Il est limité au montant maximum de 50 000€ HT pour toute sa durée d'exécution.

**Article 4: Documents contractuels**

Les documents contractuels régissant le marché public sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière ;
- les présentes spécifications administratives et techniques ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre du titulaire ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché public.

Les exemplaires de ces documents contractuels, conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur, font seuls foi. En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives, elles prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Lors de la notification du marché public effectuée via la plateforme dématérialisée PLACE, le titulaire reçoit une copie de l'acte d'engagement, de l'annexe financière ainsi que des présentes spécifications administratives et techniques applicables pour l'exécution du marché.

**Article 5: Conditions générales d'exécution****5.1: Échanges et correspondances**

Les correspondances échangées et les documents remis en exécution du marché public sont rédigés exclusivement en français ou, à défaut, sont accompagnés d'une traduction en français.

Toutes les notifications, faisant courir un délai, s'effectuent conformément aux dispositions de l'article 3.2 du CCAG de référence.

### 5.2: Normes et réglementations

Le titulaire doit être en mesure d'attester ou de justifier que le marché est exécuté dans le strict respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail.

Les prestations proposées doivent être conformes à toutes les évolutions des normes en vigueur qui interviendront durant l'exécution du présent marché. Le titulaire a également un devoir de conseil et être force de proposition en cas d'évolutions ou de changements, notamment réglementaires, durant l'exécution du marché public.

### 5.3: Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG de référence, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile dans l'exécution des prestations du marché public.

Il doit être en mesure de les justifier dès l'attribution du marché public et à tout moment durant son exécution.

### 5.4: Obligation du titulaire

Le titulaire a une obligation de résultat dans la fourniture des prestations, objets du présent marché public.

Le titulaire met en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de livrer les prestations conformément aux spécifications du présent cahier des charges et dans le respect des normes de sécurité sanitaires et environnementales en vigueur. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire respecte strictement les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché public.

### 5.5: Sous-traitance

Le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles L.2193-3 et suivants du Code de la commande publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché public.

Seule la sous-traitance des prestations de service est autorisée.

La présentation d'un sous-traitant doit se faire à l'aide de l'imprimé DC4 dont un modèle de déclaration de sous-traitance est disponible à l'adresse Internet suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

dûment rempli et signé par le sous-traitant et le titulaire. Cette déclaration doit comporter l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant, ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

### 5.6: Clauses environnementales

Le marché public est soumis aux dispositions de la loi « AGECE » n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire.

Tous les livrables demandés au format papier devront être sur papier recyclé ou éco-labellisé (exemple : labels FSC, PEFC, EU Ecolabel, NF environnement, ou équivalent). De préférence le titulaire est certifié ISO 14001.

Le titulaire doit de préférence proposer un mode de livraison avec des véhicules propres Crit'Air (certificat de qualité de l'air) :

- pour les véhicules utilitaires légers : inférieurs à 3 ;
- pour les poids lourds : inférieurs à 3.

## Article 6: Prix

### 6.1: Prix de la plaqueuse de chants

Le prix proposé comprend toutes les charges frappant obligatoirement la prestation dont notamment la fabrication, les frais de traitement de commande, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à l'assurance, écotaxe éventuelle, au transport, à la livraison, l'installation et tous les frais divers.

Le prix est actualisable et forfaitaire. Il est fixé à l'acte d'engagement en euro.

Le prix est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date de dépôt de l'offre et la date de notification de l'accord-cadre. L'actualisation s'effectue selon la formule :

$$\text{Pactualisé} = \text{PO} * 0,15 + 0,85 \times (\text{Indice (actualisé)} / \text{Indice (o)})$$

dans laquelle :

- Indice (actualisé) correspond à la valeur de l'indice de référence disponible à la date antérieure de trois mois à la date de notification (Donnée révisée) ;
- Indice (o) correspond à la valeur de l'indice de référence disponible à la date limite de dépôt des offres (Donnée révisée).

### 6.2: Prix des prestations de maintenance

#### → Prix des prestations de maintenance préventive

Les prix établis pour la prestation de maintenance préventive sont forfaitaires. Ils sont révisibles à la date de démarrage des prestations (fin de la période de garantie) puis à chaque date anniversaire. La révision de prix s'effectue à la hausse comme à la baisse, selon la formule :

$$\text{Prévisé} = \text{P0} * [0,1 + 0,7 (\text{ICTrev-TSrévisé} / \text{ICTrev-TS0}) + 0,2 (\text{CPF 33.12révisé} / \text{CPF 33.12 0})]$$

avec :

- P0 qui est le prix déposé au titre de l'offre,
- CPF 33.12 0 et ICTrev-TS0 qui sont les derniers indices connus à la date de remise des offres, CPF 33.12révisé et ICTrev-TSrévisé qui sont les indices connus les plus récents.

Les indices cités sont publiés par l'INSEE et disponibles sur son site :

- Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33.12 – Réparation de machines et équipements mécaniques Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764276
- ICTrev-TS : indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008 - Identifiant 001565183.

Au plus tard un mois avant la date d'anniversaire du marché, le titulaire présente sa demande de révision de prix au pouvoir adjudicateur faisant apparaître les valeurs d'indices retenues et le détail des calculs.

Si la série est arrêtée lors de l'exécution de l'accord-cadre, elle est remplacée par la série équivalente proposée par l'INSEE. Un coefficient de raccordement le cas échéant peut être utilisé. Ce changement est acté par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En l'absence d'une saisine à l'administration dans les délais pré-cités, les prix de l'année précédente sont maintenus une année supplémentaire.

Par dérogation à l'article 10.2.1 du CCAG de référence, le prix de règlement est celui en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

→ **Prix des prestations de maintenance corrective**

Le prix des opérations de maintenance corrective est unitaire. Le titulaire établit un devis en fonction du taux horaire mentionné dans le bordereau des prix. Il indique au devis la liste des éventuelles pièces de rechanges avec son tarif public assorti du rabais mentionné dans le bordereau des prix.

Le devis est soumis à l'accord express du représentant du pouvoir adjudicateur qui peut le décliner et faire réaliser la prestation par un tiers.

## **Article 7: Commandes**

La notification du marché vaut bon de commande de la fourniture.

Les prestations de maintenance sont déclenchées par l'émission de bons de commande conformément aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique :

- annuellement à la fin de la période de garantie, s'agissant de la maintenance préventive,
- ponctuellement selon les besoins, s'agissant de la maintenance corrective.

Les bons de commande sont écrits et numérotés, générés par le centre de prestations financières (CPFi) du ministère de l'Intérieur et transmis par voie électronique.

## **Article 8: Livraison**

### 8.1: Livraisons

L'emballage, le conditionnement en vue de la livraison, le chargement, l'arrimage ainsi que les opérations de livraison à proprement parler et de déchargement, sont effectués sous la responsabilité du titulaire du marché public.

La date de livraison sera arrêtée au moins huit jours calendaires à l'avance, en accord avec l'administration.

### 8.2: Installation

L'installation de la plaqueuse de chants, à la charge du titulaire, devra comprendre :

- le montage avec les moyens de levage et d'accès nécessaires,
- les réglages et contrôles du bon fonctionnement,
- l'évacuation des emballages et conditionnements,
- la pose de la structure selon les normes en vigueur.

Les réseaux d'énergies électrique, d'air comprimé et d'aspiration seront mis à disposition à proximité par l'établissement.

### 8.3: Lieu, horaires et remise de livraison

La livraison s'effectue jusqu'à l'emplacement dédié dans l'Atelier Central Automobile (ACA) de l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale (ECLPN) à l'adresse suivante :

Établissement Central Logistique de la Police Nationale  
1 rue Faraday  
87100 LIMOGES  
du lundi au vendredi de 8h00 à 11h30 et de 13h30 à 16h30

Conformément à l'article 21.2 du CCAG de référence, toute livraison est accompagnée d'un bon de livraison établi en deux exemplaires, qui précise obligatoirement :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

### 8.4: Réception technique

La réception est à la charge du titulaire, elle comprend :

- la mise en service,
- l'assistance aux essais,
- le certificat de conformité.

Les opérations de vérification qualitative et quantitative se déroulent conformément au CCAG de référence.

### 8.5: Délai de livraison

Le délai de livraison maximum, incluant l'installation et la réception technique, est de 10 semaines à compter de la date de notification.

Le délai maximum de livraison des pièces de rechange est de 15 jours à compter de l'envoi du bon de commande choris au titulaire par dérogation à l'article 3.1.1 du CCAG de référence.

## **Article 9: Garantie**

La durée de garantie est de minimum 12 mois et elle commence à courir à compter de la validation des opérations de réception technique décrites au CCTP du présent marché.

La garantie inclut, par ailleurs, les opérations d'assistance technique et de maintenance préventive décrites ci-dessous.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état demandées, ce délai est prolongé jusqu'à l'expiration complète desdites remises en état.

## **Article 10: Maintenance préventive**

Les interventions au titre de la maintenance préventive ont lieu conformément au plan de maintenance du titulaire.

Elle aura lieu sur site à une date fixée d'un commun accord entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le forfait de maintenance préventive inclut les frais de déplacement sur site, tous les consommables et fournitures nécessaires ainsi que les pièces dont le renouvellement périodique est préconisé. En fin d'intervention, le titulaire remet un « bulletin de travaux » au service utilisateur.

#### **Article 11: Maintenance corrective**

Pour toute remise en état du matériel ne relevant ni de la garantie ni de la maintenance préventive, nécessitant notamment un changement de pièces, le titulaire établit un devis dans un délai maximum de 24 heures après constatation de la panne. Le devis inclut les frais de déplacement sur site et le prix des pièces à changer assorti du taux de remise mentionné au bordereau des prix.

Ce devis est soumis au représentant du pouvoir adjudicateur qui peut le décliner et faire réaliser la prestation par un tiers.

L'accord est formalisé par l'émission d'un bon de commande adressé au titulaire.

#### **Article 12: Pénalités pour retard**

Conformément aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG de référence, lorsque le titulaire dépasse les délais contractuels d'exécution, celui-ci encourt, par jour de retard, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle

- P = le montant des pénalités ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- R = le nombre de jours calendaires de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

#### **Article 13: Règlement financier**

##### **13.1: Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par le directeur de l'Établissement Central Logistique de la Police Nationale.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Le titulaire étranger facture à la personne publique les prestations en prix hors taxes sur la valeur ajoutée.

### 13.2: Contenu des factures

Après admission des fournitures, le titulaire établit une facture obligatoirement libellée en euro. Ce document comporte, outre les mentions légales obligatoires (SIRET, statut,...), les éléments suivants :

- les noms, adresse et numéro de téléphone du titulaire ;
- la mention « service exécutant » MI0PTF1075 (M I zéro P T F mille soixante-quinze) ;
- l'adresse de facturation : 6A7 – Ministère de l'Intérieur – SG/DEPAFI/CPFI – Place Beauvau – 75800 PARIS Cedex 08 ;
- le numéro et la date d'émission de la facture ;
- les références du marché public (n° d'engagement juridique CHORUS indiqué dans le bon de commande composé de 10 chiffres) débutant par 17... ;
- le numéro de commande débutant par 14... ;
- le numéro de dossier interne ;
- la quantité, la dénomination précise des prestations réalisées, les références et leur date de réalisation ;
- le montant hors TVA et TTC de chaque prestation réalisée ;
- le taux de TVA appliqué ;
- la domiciliation des paiements.

Cette facture est transmise de façon dématérialisée via le « Portail de services Chorus Pro / facturation » : [https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife\\_csm](https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm) à l'attention du « Destinataire État – SIRET 11000201100044 ».

Si plusieurs livraisons sont réalisées pour une seule commande, le titulaire dépose sa facture après la livraison de l'ensemble des fournitures objet de la commande.

Le paiement s'effectue conformément aux articles R.2192-10, R.2192-12 à R.2192-15 et R.2192-17 du code la commande publique.

## **Article 14: Clause de réexamen**

Conformément à l'article 25 du CCAG de référence, une clause de réexamen sera appliquée en cas de circonstance que les parties ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et qui modifie de manière significative les conditions d'exécution du marché.

Les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, elles conviennent par avenant des modalités de prise en charge des surcoûts.

## **Article 15: Litiges**

En cas de litige, la réglementation française est seule applicable. Le tribunal administratif de Paris est seul compétent pour traiter tout litige.

### 15.1: Procédure amiable

La procédure de règlement amiable des différends ou des litiges, qui pourraient survenir en cours d'exécution du présent marché public, relève de l'article R.2197-1 du Code de la commande publique.



**15.2: Médiation**

Le présent marché public est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, à son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante :

[mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr](mailto:mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr)

ou par courrier recommandé avec avis de réception :

M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs »  
du Ministère de l'Intérieur  
Place Beauvau  
75800 PARIS cedex 08

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

**15.3: Procédure contentieuse**

Les litiges survenus en cours d'exécution du présent marché public, qui ne pourraient être résolus de façon amiable, par dérogation à l'article R.312-11 du Code de justice administrative, sont de la compétence exclusive du :

Tribunal administratif de PARIS  
7 rue de Jouy  
75181 PARIS Cedex 04  
téléphone : +33(0)1.44.59.44.00  
courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)  
site Internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

**Article 16: Résiliation**

Le présent marché public pourra être résilié selon les dispositions mentionnées au chapitre 7 du CCAG de référence. En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu par le pouvoir adjudicateur à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

**Article 17: Dérogation aux documents généraux**

Article du cahier des charges par lequel est introduite cette dérogation	Article du CCAG auquel il est dérogé
6.2	10.2.1
8.5	3.1.1

**CLAUSES TECHNIQUES****Article 18: Description du produit****18.1: Dimensions**

- la machine ne doit pas dépasser 5 000 mm de long et 1 500 mm de large,
- les capacités de la machine doivent permettre de plaquer des pièces dont l'épaisseur varie de 10 à 40 mm. La longueur et la largeur minimum des pièces est de 180 mm,
- La machine doit permettre d'utiliser des chants en bande ou en rouleau de 0,8 à 2 mm épaisseur.

**18.2: Équipements spécifiques**

La machine doit être équipée :

- d'un système d'encollage permettant d'utiliser 2 types de colle, la colle EVA et la colle PUR,
- d'un rectifieur de chant afin de garantir l'état de surface avant encollage,
- d'un système de reconnaissance de trou situé à moins de 650 mm de la face à plaquer,
- de systèmes de réglage précis indiquant les valeurs en millimètre et dixième de millimètre.

**18.3: Finitions**

Les pièces, en sortie de machine, doivent être prêtes à l'emploi, sans reprise. Aucun affleurage, ébavurage, nettoyage, et tout autre opération ne doit être nécessaire.

Les chants doivent pouvoir être chanfreinées et ou arrondies tant de manière longitudinale que verticale (sur coupe en bout).

**18.4: Formation**

Le titulaire assure la formation d'opérateurs à la conduite et à la programmation éventuelle de la plaqueuse de chants. Cette formation se déroule à l'ECLPN et débute au plus tôt après les opérations de réception technique et est achevée au plus tard trois semaines après.

Les dates sont arrêtées avec accord de l'administration au minimum 10 jours à l'avance.